

Demandes budgétaires du Bloc Québécois :

## Pour une vraie relance

**Granby, le 04 mars 2021** – Le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, et la députée de Shefford, Andréanne Larouche, ont présenté les demandes du parti au terme d'une consultation virtuelle qui les a néanmoins menés aux quatre coins du Québec auprès de nombreux secteurs d'activité économique. Pour le Bloc Québécois, ce budget doit être celui de la fin de pandémie, mais aussi, et surtout, celui de la relance de l'activité économique au Québec, notamment des petites entreprises à propriété locale qui sont le visage économique de nos communautés.

D'entrée de jeu, Yves-François Blanchet et Andréanne Larouche, porte-parole des Aînés, réitèrent que le Bloc Québécois ne pourra donner son soutien si le traitement réservé aux aînés et les transferts en santé ne sont pas traités de façon acceptable dans le premier budget Freeland. « Ce sont des demandes que notre formation politique porte avec insistance et avec l'appui du Québec : 110 \$ par mois de plus pour les aînés dont le pouvoir d'achat recule, ce qui en plus nuit à l'économie des régions, et la demande du Québec et des provinces que soit portée à 35 %, immédiatement et sans condition, la participation fédérale dans les coûts du système de santé. Ce sont nos conditions et elles sont connues depuis la campagne de 2019, et répétées lors de la publication de notre plan de relance », affirme le chef Yves-François Blanchet. « Nous avons fait valoir notre position à maintes et maintes reprises, notamment le 25 février dernier avec la motion que j'ai présentée durant notre Journée d'opposition. Les aînés méritent mieux que ce qui leur est donné présentement et, collectivement, nous avons un devoir de reconnaissance envers ceux et celles qui ont bâti le Québec », ajoute la porte-parole des Aînés Andréanne Larouche.

Le Bloc Québécois rappelle aussi que plusieurs secteurs agricoles sous gestion de l'offre ne sont pas couverts par les compensations et que toujours rien n'est annoncé en réponse aux pertes encourues par les producteurs en raison de la signature de l'ACEUM. Le parti s'inquiète également de la transmission d'une génération à la suivante des entreprises agricoles au détriment d'une relève abandonnée par le fédéral.

La députée et porte-parole Andréanne Larouche saisit l'occasion pour rappeler trois thèmes importants que la vérificatrice générale a soulevés et qui exigent l'attention immédiate du gouvernement : le scandale qui se révèle de plus en plus dans l'octroi des contrats dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale, toujours au détriment de la Davie de Québec, la promesse rompue d'acheminer l'eau potable au robinet dans toutes les communautés autochtones et la négligence grave du fédéral dans la mise à niveau de la sécurité dans le secteur du transport ferroviaire.

« On nous avait promis que tout serait réglé en mars 2021 pour les communautés autochtones et on en est loin, très loin, rappelle la députée de Shefford. Pourtant, pour ces communautés-là, un drame sanitaire qui mérite aussi toute l'attention du fédéral. De même pour la Davie : c'est le seul chantier qui est capable de livrer les navires, qui respecte les budgets et qui respecte les délais, et c'est le seul qu'on écarte systématiquement. Il faut corriger cette grave et coûteuse injustice ».

Enfin, le Bloc Québécois exprime le désir que les investissements que le gouvernement annoncera – littéralement des dizaines de milliards de dollars - jettent les bases d'une véritable relance de la création de richesse sans retomber dans l'économie du pétrole du siècle dernier, et toujours au détriment du Québec, de l'aéronautique, de l'énergie verte et de la foresterie. « Les régions du Québec, les ressources naturelles du Québec, la recherche, le génie et l'innovation du Québec, l'énergie propre du Québec ... : ce sont les bases de la relance. C'est là que l'argent doit aller ! », conclut Andréanne Larouche.